



Strasbourg, le 14 avril 2022

DG-AP(2022)3

PLATEFORME D'ACCREDITATION ELoGE

RAPPORT DE LA 7e REUNION 25 mars 2022, Strasbourg et par visioconférence

1. Ouverture de la réunion

La réunion est ouverte sous la présidence de M. Paul Rowsell (Royaume-Uni, Président du CDDG). Il souhaite la bienvenue aux participants, dont la liste figure à l'Annexe I.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté, tel qu'il figure à l'Annexe II.

3. Rapport de la 6e réunion (15 octobre 2021)

Le Président rappelle les principales décisions prises par la plateforme lors de sa dernière réunion, telles que décrites dans le rapport de réunion [\[DG-SP\(2021\)6\]](#).

4. Informations sur les progrès et la mise en œuvre d'ELoGE en 2021-2022

Le Secrétariat présente les progrès et la mise en œuvre d'ELoGE en 2022, en se référant au document *DG-AP(2022)1*.

Il informe les membres de la plateforme des projets ELoGE les plus récents et en cours, en soulignant que le processus s'était accéléré à une période récente. Au total, 20 Etats membres ont mis en œuvre le mécanisme du label ELoGE au cours des 10 dernières années, avec le soutien du Centre d'expertise. Nombre d'entre eux ont mené à bien plusieurs cycles et fait état d'améliorations dans les administrations locales. Les prochains défis consistent à promouvoir ELoGE dans un plus grand nombre d'États membres, notamment en Allemagne, en Autriche, dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni. Les membres de la plateforme sont encouragés à soutenir ces efforts pour introduire ELoGE dans un plus grand nombre d'États membres.

Il est noté que les réactions des municipalités, des ministères, des ONG et des sociétés civiles concernées ont été très positives jusqu'à présent. Plusieurs exemples sont mentionnés, tels que les préparatifs des deuxièmes cycles d'ELoGE en France et en Hongrie ; les projets en cours dans les Balkans et dans les communautés espagnoles de Murcie et du Pays basque ; les préparatifs du lancement d'ELoGE en Italie le 11 avril 2022 sous la présidence italienne du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. De nouvelles demandes d'accréditation ont été reçues de la Lettonie, de la Roumanie et de la Turquie. Le Centre d'expertise discute d'éventuelles nouvelles demandes de l'Estonie et de la Finlande.

5. Renouvellement et nouvelles demandes d'accréditations

La plateforme examine les nouvelles demandes d'accréditation présentées par le Secrétariat, telles qu'elles figurent dans le document [DG-AP(2022)2] :

- Le *Centre National de la Fonction Publique Territoriale* (CNFPT) de **France** a demandé le renouvellement de l'accréditation.

Les membres discutent de la demande et apprennent que les grilles d'analyse (référentiels) devront encore être adaptées afin d'être applicables aux intercommunalités dans le contexte français, avec la participation du Centre d'expertise. Le CNFPT envisage également la mise en place d'une plateforme afin d'animer le processus en France. A l'issue des discussions, l'accréditation est accordée **pour trois ans**, sous réserve qu'une version adaptée des grilles soit préparée pour s'appliquer aux intercommunalités, et que la plateforme de mise en œuvre soit mise en place, tel que c'est prévu.

- L'Agence de la démocratie locale de Mostar en **Bosnie-Herzégovine**, partenaire de l'AADL, a soumis une demande d'accréditation pour mettre en œuvre ELoGE en Bosnie-Herzégovine dans le cadre d'un projet financé par l'UE.

Après avoir examiné la demande, la plateforme accepte d'accorder **l'accréditation pour trois ans**, en notant que le Centre d'expertise et une forte implication de la société civile apporteraient tous deux leur soutien. Dans la réponse à la demande, il conviendra de souligner que les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique sont tous d'importance égale, y compris le respect de la diversité culturelle (principe 11), et qu'ils devront tous être abordés dans le processus ELoGE.

- Le Centre de politique publique letton (*Sabiedriskas Politikas Centrs, PROVIDUS*) a demandé une accréditation pour mettre en œuvre ELoGE et promouvoir les 12 principes en **Lettonie**.

La demande est discutée et les membres de la plateforme notent que le projet serait mis en œuvre avec le soutien du Centre d'expertise tout au long du processus. Il sera notamment nécessaire de réviser les grilles avec les critères de référence afin de garantir un vocabulaire cohérent. L'attribution des distinctions serait éventuellement organisée en coopération avec la future présidence lettone du Comité des Ministres. L'accréditation est ensuite accordée **pour trois ans**, sous réserve de l'approbation finale d'un libellé révisé pour les critères de référence.

- Le Secrétariat général du gouvernement de la **Roumanie** a demandé une nouvelle accréditation (l'organisme précédemment accrédité n'existant plus).

Lors de la discussion de la demande, les membres de la plateforme saluent le niveau de détail et les progrès réalisés dans la préparation du processus prévu. L'accréditation est par conséquent accordée **pour trois ans**, sous réserve de l'approbation finale des critères de référence, une fois révisés.

La plateforme recommande d'inclure un organisme/personne responsable de chaque action dans le tableau de mise en œuvre et que le Centre d'expertise - s'inspirant de cette bonne pratique - élabore un modèle et un tableau de mise en œuvre standardisés pour toutes les demandes d'accréditation.

- La fondation Arguden Governance Academy en **Turquie** a sollicité l'accréditation pour piloter ELoGE dans plusieurs municipalités, dans le cadre d'un projet soutenu et financé par le gouvernement des Pays-Bas dans le cadre du programme MATRA.

La plateforme discute et accorde l'accréditation à la fondation Arguden Governance Academy **pour un an**, en reconnaissant que cela serait considéré comme un projet pilote et que son résultat, qui sera présenté dans un rapport, décidera si l'accréditation est prolongée à trois ans.

6. Questions diverses

La plateforme débat de la nécessité d'une révision de la [grille d'analyse ELoGE](#) et du rôle du CDDG dans la promotion d'ELoGE.

Il est rappelé que le CDDG travaille actuellement sur un projet de recommandation du Comité des Ministres sur les principes de bonne gouvernance démocratique qui serait applicable à tous les niveaux de gouvernance. La plateforme estime par conséquent qu'il est préférable d'attendre la finalisation d'une telle nouvelle recommandation avant de procéder à la révision du référentiel.

En ce qui concerne la promotion d'ELoGE, à la fin de la discussion, la plateforme convient que:

a) l'ordre du jour de la réunion du CDDG pourrait inclure un point donnant l'opportunité à deux ou plusieurs délégations de faire un rapport sur l'expérience de leur pays dans la mise en œuvre d'ELoGE ; b) une discussion pourrait avoir lieu en parallèle, sur ce que les membres peuvent faire pour promouvoir ELoGE lorsqu'ils retournent dans leur pays.

7. Prochaine réunion

La plateforme convient provisoirement de tenir la prochaine réunion à la suite de la réunion du Bureau à l'automne, c'est-à-dire le 14 octobre 2022.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

CHAIR / PRESIDENT

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

OTHER CDDG BUREAU MEMBERS / AUTRES MEMBRES DU BUREAU DU CDDG

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs, WIEN

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, State Advisor, the Ministry of Information Society and Administration, SKOPJE

Ms Monika KURIAN, Ministry of Interior of the Slovak Republic, Public Administration Section, Head of Local Self-Government and Foreign Affairs Unit, BRATISLAVA

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, BRUSSELS

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, HELSINKI

Ms Stefanía TRAUSTADÓTTIR, Senior Advisor, Local Government, Department of Local Government and Regional Policy, Ministry of Transport and Local Government, REYKJAVÍK

CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Christoph SPRENG, Representative of the INGOs Conference to the CDDG, Initiatives of Change-International

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Jean-Pierre GRIN, member of PACE (Switzerland, ALDE)

SECRETARIAT

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Ms Alina TATARENKO – Head of the Democratic Governance Division / Secretary of the CDDG / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Niall SHEERIN, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Ms Isabelle ETTER, Assistant

ANNEXE II**ORDRE DU JOUR**

- 1. Ouverture de la réunion par le Président**
- 2. Adoption de l'ordre du jour** [DG-AP(2022)OJ1]
- 3. Rapport de la 6e réunion du Bureau élargi (15 octobre 2021)** [\[DG-SP\(2021\)6\]](#)
- 4. Informations sur les progrès et la mise en œuvre d'[ELOGE](#) en 2022** [DG-AP(2022)1]
- 5. Renouvellement et nouvelles demandes d'accréditation** [DG-AP(2022)2]
 - A. *Renouvellement de l'accréditation*
 - France (CNFPT)
 - B. *Nouvelles demandes d'accréditation*
 - Bosnie-Herzégovine
 - Lettonie
 - Roumanie
 - Turquie
- 6. Autres questions** : par exemple, articulation des 12P et des critères de référence avec la future recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique; nécessité de mettre à jour les critères de référence ELoGE ; nécessité de mettre à jour les règles de la plateforme
- 7. Prochaine réunion** (en fonction des accréditations, pm : Bureau du CDDG 13-14 octobre)